



**Une scène revigorée** L'année 2014 a confirmé une tendance : dans les salles comme sur la scène, le théâtre rajeunit. Résultat, des propositions artistiques osées. PAGE 3



**La persistance des accents** Au fil des siècles, la norme de la langue française a été transmise par les écoles et les grands médias. Mais les régions affirment leur singularité. PAGE 7



**Cuba oui, Cuba non** Nombre d'intellectuels français ont soutenu avec ferveur la révolution cubaine. En 1968, tout s'arrête. Récit d'une volte-face. PAGE 6



# La philosophie à l'épreuve de la viande

Dénonçant l'enfer des abattoirs, des penseurs s'emparent d'une question longtemps ignorée : avons-nous moralement le droit de manger des animaux ?

Photo extraite de la série « Dystopia ». ALEXA BRUNET/TRANSIT/PICTURETANK

CATHERINE VINCENT

Certes, la Journée internationale sans viande (Meat Out Day), fixée chaque année autour du 20 mars, suscite l'intérêt croissant du grand public et des médias. Certes, scientifiques et politiques sont chaque jour plus nombreux à dénoncer l'aberration pour l'environnement que représente la production mondiale de viande (302 millions de tonnes en 2012, soit cinq fois plus qu'en 1950), l'une des grandes causes de la déforestation, du réchauffement climatique et de la pollution de la planète. Certes, de grands chefs cuisiniers prennent position, tel le Français Alain Ducasse qui a supprimé la viande de la carte du Plaza Athénée, son restaurant parisien. Certes, le nouveau livre du moine bouddhiste Matthieu Ricard, *Plaidoyer pour les animaux*, est un joli succès de librairie... Et après ?

Après, rien. Ou presque. On sait, et on continue. On évoque avec pessimisme la crise écologique, on s'indigne du scandale des élevages industriels, mais on ne renonce pas à son bifteck. Ni à sa dinde de Noël. Tout juste réduit-on un peu sa consommation... Mais si peu ! Un effort

infime au regard de l'essor fulgurant qu'a connu l'industrie de la viande depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En France, alors que la population est passée de 40 millions d'habitants à près de 70 millions aujourd'hui, la quantité de viande consommée par personne a presque doublé entre 1950 et 1980, grimpa de 50 à près de 100 kg par an. Elle a, depuis, légèrement régressé, mais avoisine toujours les 90 kg par personne et par an. Soit près de 500 000 bovins, ovins et porcins tués chaque jour dans les abattoirs, tandis que les végétariens plafonnent à 2 % de la population.

« Tous les ans, 60 milliards d'animaux terrestres et 1 000 milliards d'animaux marins sont tués pour notre consommation, ce qui pose un défi majeur à la cohérence éthique des sociétés humaines », constate Matthieu Ricard. Dans un livre choc paru en 2011, le romancier américain Jonathan Safran Foer allait plus loin encore. *Faut-il manger les animaux ?*, s'interrogeait-il à l'issue d'une longue enquête, en partie clandestine, dans cet enfer insoutenable qu'est l'élevage industriel. « Les animaux sont traités juridiquement et socialement comme des marchandises », conclut-il. Nous le savons tous, comme nous devinons tous l'horreur des traitements qu'on

leur inflige. Sans vouloir nous en souvenir. Car c'est un fait : « La majorité des gens semble avoir accepté le fait de manger les animaux comme un acte banal de l'existence. »

En avons-nous moralement le droit ? Le 30 octobre, l'Assemblée nationale adoptait un projet de loi visant à reconnaître aux animaux, dans

**Selon le christianisme, la bête a été créée pour le bien de l'homme, centre et maître de la création**

notre Code civil, le statut d'« êtres vivants doués de sensibilité ». Pouvons-nous continuer, pour notre plaisir ou par simple habitude, à faire souffrir et mourir ces êtres capables de souffrance, d'émotions, d'intentions, dès lors que notre survie alimentaire n'est pas en jeu ? Et si non, pourquoi continuons-nous à le faire ? Pour tenter de

comprendre, nous avons voulu interroger la philosophie. Et nous devons avouer notre surprise : la philosophie, jusqu'à un passé (très) récent, ne s'est jamais posé cette question. Elle ne s'est jamais demandé si cette pratique était acceptable. C'était une évidence.

« Dans l'Antiquité grecque, on ne pouvait pas tuer un animal ni manger de la viande n'importe comment, tempère la philosophe Elisabeth de Fontenay, auteur de l'ouvrage somme *Le Silence des bêtes. La philosophie à l'épreuve de l'animalité* (Fayard, 1999). Pour les Anciens, comme pour Aristote et Platon, cette pratique était très codifiée par les sacrifices religieux. Mais tuer les animaux pour les manger, cela allait de soi. On n'en parlait même pas. » A quelques exceptions près : Pythagore (571-495 avant J.-C.), pour qui tuer un animal afin de le manger était un crime ; et, longtemps après, Plutarque (45-120 après J.-C.), dont le traité *S'il est loisible de manger chair* est un vibrant plaidoyer pour l'abstinence de nourriture carnée. Mais dans leur immense majorité, les Anciens ne se sont intéressés à l'animal que pour démontrer combien l'homme en était différent. Combien il leur était supérieur.

LIRE LA SUITE PAGES 4-5



# Vers une éthique de la chère

Produire et mettre à mort des bêtes à la chaîne est une abomination : tous les philosophes s'accordent sur ce point. Mais comment y mettre fin alors que l'humanité, espèce omnivore, a choisi de manger de la viande ?

SUITE DE LA PAGE 1

C'est ce qu'on nomme l'humanisme anthropocentrique : une conception fondée sur l'idée de l'exceptionnalisme humain, que la tradition judéo-chrétienne n'a fait que renforcer. Notamment le christianisme, selon lequel la bête a été créée pour le bien de l'homme, centre et maître de la création.

Toute la tradition philosophique occidentale sera marquée par cette coupure ontologique entre l'homme et l'animal. Et il faudra attendre Jacques Derrida, et sa déconstruction du propre de l'homme, pour qu'enfin la question soit posée : comment a-t-on pu à ce point légitimer la violence envers l'animal ? Précisément en le nommant « l'animal » plutôt que de parler des animaux, répond-il. Car « l'animal » n'existe pas, si ce n'est pour désigner l'ensemble des vivants pouvant être exploités, tués et consommés hors du champ de la morale et de la politique. Le meurtre de « l'animal » n'est pas reconnu comme tel. Alors qu'il y a bel et bien « crime contre les animaux, contre des animaux ».

Comme Derrida, Elisabeth de Fontenay l'affirme : « Il n'y a aucun fondement philosophique, métaphysique, juridique, au droit de tuer les animaux pour les manger. C'est un assassinat en bonne et due forme, puisque c'est un meurtre fait de sang-froid avec préméditation. » Elle-même, pourtant, n'est pas végétarienne. « Je n'en suis pas fière, mais comment faire autrement ? Je ne mange pas de la viande tous les jours, mais j'adore les lasagnes ! J'adore la sauce tomate à la bolognaise ! Les goûts de chacun, c'est compliqué. C'est idiosyncrasique, c'est l'histoire de l'enfance... » Elisabeth de Fontenay a le courage de cette contradiction majeure, qu'elle analyse à

bien comprendre que certains trouvent trop compliqué d'être végétariens, et que ces mêmes personnes affirment être contre le fait d'élever les animaux pour les tuer, estime la philosophe Florence Burgat, devenue végétarienne "après avoir été hypercarnivore". Cela ne me semble pas incohérent. Beaucoup tentent de réduire leur consommation de viande, ou de la rendre plus éthique. L'important est de tendre vers quelque chose. »

Auteur de plusieurs ouvrages sur la question animale, elle consacrera le prochain à « l'option carnivore de l'humanité ». Car une question la fascine : « Nous sommes une espèce omnivore, ce qui signifie que nous avons le choix de notre alimentation, rappelle-t-elle. Pourquoi alors l'humanité, au moment où elle arrive à un niveau de développement suffisant pour s'émanciper de l'alimentation carnée – vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les connaissances scientifiques et techniques libèrent les bêtes d'un certain nombre de tâches, et que surviennent les premières lois de protection des animaux – pourquoi fait-elle au contraire le choix d'instituer ce droit ? De l'inscrire dans les techniques, dans les pratiques ? » Un droit désormais devenu, dans la plupart des pays dont le développement le permet, celui de manger de la viande tous les jours.

Depuis quand ? Symboliquement depuis 1865, date à laquelle furent inaugurés les abattoirs de Chicago. En 1870, les Union Stock Yards (littéralement les « parcs à bestiaux de l'union ») traitaient déjà deux millions d'animaux par an. En 1890, le chiffre était passé à 14 millions, dont la mort et le dépeçage fournissaient du travail à 25 000 personnes – Ford, dans ses mémoires, affirme s'être inspiré de ces abattoirs pour créer sa chaîne de montage à Detroit. C'est ainsi, aux États-Unis, que démarre véritablement la démocratisation de la nourriture carnée. Et la production de masse d'une viande issue de ce que l'historien américain Charles Patterson, dans son ouvrage *Un éternel Treblinka* (Calmann-Lévy, 2008), qualifie de génocide animal. Un génocide qu'il n'hésite pas à comparer à celui du peuple juif dans les camps de concentration nazis.

C'est aussi ce que fait le philosophe Patrice Rouget, auteur d'un récent essai sur *La Violence de l'humanisme*. « Cette passerelle tendue d'entre deux horreurs est installée aujourd'hui, écrit-il. Des noms dignes de respect, non suspects de mauvaise foi ou de parti pris idéologique, l'ont bâtie pièce à pièce pour que nous osions la franchir. Singer, Lévi-Strauss, Derrida, Adorno, Horkheimer, des victimes revenues des camps de la mort y ont apporté leur contribution. » Ce qui fait de l'extermination perpétrée par les nazis un événement irréductible à tout autre événement de l'histoire, et ce qui rapproche ce crime de masse de l'enfer de l'abattoir, c'est le processus industriel qui est à l'œuvre. Un processus qui, à la différence des autres génocides, rend le meurtre « identiquement interminable, au moins dans son principe ».

Qu'ils soient végétariens ou « carnistes », tous les philosophes s'accordent donc sur ce point : la production et la mise à mort des bêtes à la chaîne sont une abomination, indigne d'une civili-

sation évoluée. « Le problème éthique majeur aujourd'hui, ce n'est pas celui de la consommation de viande, affirme Dominique Lestel, philosophe et éthologue à l'École normale supérieure de Paris. C'est l'ignominie de l'élevage industriel. Il y a une dégradation non seulement de l'animal mais aussi de l'humain à travers ces pratiques. » Auteur d'une provocante *Apologie du carnivore*, il estime cependant que les végétariens « éthiques » – ceux qui refusent de manger de la viande au nom de la souffrance des bêtes et de leur droit à la vie – se trompent de cible en s'obstinant à combattre « le méchant carnivore ».

« Par rapport à l'enjeu qu'est la ferme-ture des élevages industriels, ces végétariens éthiques seraient infiniment plus efficaces s'ils s'alliaient avec ce que j'appelle les carnivores éthiques : des carnivores qui refusent de manger de la viande

**Les mises en scène photographiques décalées de la série « Dystopia » visent à exposer les dérives de l'industrialisation agricole.**

ALEXA BRUNET/TRANSIT/PICTURETANK

industrielle, ou qui considèrent que cela ne se fait pas à n'importe quel prix, ni de n'importe quelle façon, précise-t-il. La moindre des choses que l'on puisse faire pour un animal que l'on tue, c'est le cuisiner convenablement... C'est-à-dire avoir un rapport avec cet animal mort qui n'est pas celui que l'on a face à une barquette de supermarché. » Dominique Lestel, et il n'est pas le seul, opte pour le concept de la « viande heureuse » – une viande provenant d'animaux bien élevés, bien tués, que nous pourrions ainsi consommer en toute bonne conscience.

Un compromis auquel Florence Burgat s'oppose totalement. « Quelle que soit la manière dont on s'y prend, la violence qui consiste à tuer les animaux pour les manger demeure, observe-t-elle. Elle renvoie à des questions de fond : qui sont les animaux ? Est-ce que le fait de vivre leur importe ? Pourquoi tuer un homme serait



**« Manger de la viande, c'est un héritage du néolithique !**

**Et toutes les cultures, toutes, sont carnivores ! »**

ÉLISABETH DE FONTENAY  
philosophe

l'aune de notre histoire. « Manger de la viande, c'est un héritage du néolithique ! Vous vous rendez compte ? Du néolithique ! Et toutes les cultures, toutes, sont carnivores ! » Même en Inde, où le végétarisme hindouiste compte nombre d'exceptions.

Changer une habitude plurimillénaire, source de protéines animales et d'un plaisir gustatif singulier ? S'interdire l'accès à un aliment qui, de tout temps, fut considéré comme un mode de distinction sociale ? Pas si facile. Cela coûte du temps, de l'argent, cela oblige dans nos sociétés modernes à se priver d'innombrables produits fabriqués. Pour une famille nombreuse à revenus modestes, cela frise vite le sacerdoce. « Je peux très



À LIRE  
« PLAIDOYER  
POUR LES ANIMAUX.  
VERS UNE BIENVEILLANCE  
POUR TOUS »  
de Matthieu Ricard  
(Allary Editions, 382 p., 20,90 €).

« LIVRE BLANC  
POUR UNE MORT DIGNES DES ANIMAUX »  
coordonné par Jocelyne Porcher  
(Editions du Palais, 104 p., 14,50 €).

« LA VIOLENCE  
DE L'HUMANISME.  
POURQUOI NOUS FAUT-IL  
PERSÉCUTER LES ANIMAUX ? »  
de Patrice Rouget  
(Calmann-Lévy, 160 p., 14,50 €).

« UNE AUTRE EXISTENCE.  
LA CONDITION ANIMALE »  
de Florence Burgat  
(Albin Michel, 2012).

« APOLOGIE DU CARNIVORE »  
de Dominique Lestel  
(Fayard, 2011).

« FAUT-IL MANGER LES ANIMAUX ? »  
de Jonathan Safran Foer  
(Editions de l'Olivier, 2011 ; Points, 2012).

vage artisanal, même en augmentant les surfaces dévolues aux bêtes, cela reviendrait à disposer d'une quantité de viande infinitésimale à l'échelle des 7 milliards de personnes qui peuplent la planète. A en faire à nouveau un mets de luxe, rare et accessible seulement à une petite partie de la population... L'inverse de la poule au pot du bon roi Henri IV, en quelque sorte. Pas très satisfaisant pour qui espère réduire les inégalités.

Reste une évidence, non plus philosophique mais écologique : au train où

### « Le problème éthique majeur aujourd'hui, c'est l'ignominie de l'élevage industriel. Il y a une dégradation de l'animal mais aussi de l'humain à travers ces pratiques »

DOMINIQUE LESTEL  
philosophe et éthologue

s'épuisent nos ressources naturelles, la planète ne pourra pas supporter longtemps les humains et leurs élevages. En 2001, alors que l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (EBS) battait son plein, Claude Lévi-Strauss publiait un texte magnifique, « La leçon de sagesse des vaches folles » (revue *Études rurales*, 157-158). Citant les experts, il y rappelait que « si l'humanité devenait intégralement végétarienne, les surfaces aujourd'hui cultivées pourraient nourrir une population doublée ». Les agronomes se chargeraient d'accroître la teneur en protéines des végétaux, les chimistes de produire en quantités industrielles des protéines de synthèse, les biologistes de fabriquer de la viande in vitro – elle existe déjà en laboratoire.

Mais alors, plus de bêtes ? C'est ce que redoute Jocelyne Porcher, ancienne élève devenue sociologue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), qui vient de coordonner un *Livre blanc pour une mort digne des animaux*. Un avenir sans élevage est un avenir sans animaux, du moins sans ces animaux avec lesquels nous avons une relation de travail, prévient-elle. Ce qui ne convainc guère la philosophe Anne Frémaux, auteure de *La Nécessité d'une écologie radicale* (Sang de la Terre, 2011). « C'est là un argument qui s'appuie sur la préférence abstraite pour l'existence plutôt que pour la non-existence, estime-t-elle. Il ne prend pas en compte la vie réellement et concrètement vécue par l'individu. » Elle suggère de réensauvager les animaux domestiques et d'agrandir l'espace dévolu aux espèces naturelles.

Florence Burgat, elle, n'en démont pas : « Tant que l'homme mangera les animaux, rien ne pourra changer dans sa conduite envers les autres hommes. On ne peut pas éduquer à la non-violence envers son prochain quand des espèces très proches de nous restent tuables. » ■

CATHERINE VINCENT

## Etats-Unis : la bataille du foie gras est-elle la bonne ?

Le 26 novembre, à la veille de la fête de Thanksgiving, le président des Etats-Unis Barack Obama a procédé à la Maison Blanche à une cérémonie assez incompréhensible pour le reste du monde : il a gracié deux dindes, leur permettant d'échapper à ce qu'il a appelé « un sort aussi terrible que délicieux », la table du dîner. Les deux dindes, expédiées des meilleures fermes, avaient passé la nuit précédente dans le luxe d'une chambre de l'hôtel Willard, à côté de la Maison Blanche.

Dans un pays qui se sent obligé de procéder à un rituel de déculpabilisation nationale avant de massacrer 46 millions de dindes (puis 22 millions pour Noël), il ne faut pas s'étonner que la pratique du gavage des oies donne la nausée. Le 14 octobre, la Cour suprême des Etats-Unis a confirmé l'interdiction de la production et de la vente du foie gras, entrée en vigueur en 2012 en Californie, qui avait été attaquée par l'association des éleveurs de canard et d'oie du Québec. Les amateurs californiens devront aller acheter leur foie gras à Las Vegas (Nevada), voire au-delà.

Pourquoi, cela dit, cibler le foie gras quand les poulets américains sont entassés par dizaines de milliers dans des hangars où ils passent de vie à trépas en quarante-deux jours ? Quand les dindes ont des poitrines tellement gonflées qu'elles ne peuvent plus s'accoupler naturellement ? Comme le relate le philosophe australien et pionnier des droits animaux Peter Singer dans des conférences où il aime à détailler par le menu les pratiques les plus rebutantes, 99 % des dindes de Thanksgiving sont le produit d'une insémination artificielle. Ce qui signifie, insiste-t-il, qu'« il y a des gens dont le travail est de masturber les dindons à longueur de semaine pour récolter la semence ». Et que d'autres attrapent les femelles pour leur injecter le produit.

### « Schizophrénie culturelle »

L'indignation ne serait-elle pas quelque peu sélective ? Plus vive dès lors qu'il s'agit d'un produit de luxe ? Etranger ? « Les Américains mangent beaucoup de poulet et peu de foie gras, acquiesce le professeur de psychologie Hal Herzog, de l'université occidentale de la Caroline. Il leur est plus facile de s'indigner à propos de quelque chose qu'ils ne consomment pas, notamment parce qu'ils ne peuvent pas se l'offrir. » Parmi les défenseurs des droits des animaux, certains jugent d'ailleurs ridicule la bataille du foie gras. « C'est banaliser la réelle importance du combat pour améliorer les conditions d'existence d'un nombre bien plus grand d'animaux », estime Edie Jarolim, qui fait une carrière de blogueuse en relatant sa relation avec son chien.

Pour les associations de protection animale, le foie gras n'est d'ailleurs qu'une bataille parmi d'autres. Elles s'apprentent à fêter en janvier une victoire autrement significative : l'entrée en vigueur de la loi sur la prévention de la cruauté envers les animaux de ferme. C'est une première aux Etats-Unis. Le texte prohibe le confinement des poules, des cochons et des veaux « d'une manière qui leur interdit de tenir debout, de s'asseoir, de se retourner ou d'allonger leurs membres ».

Les Américains restent les plus gros consommateurs de viande du monde (120 kg par personne contre 87 en France). La proportion de végétariens n'a pratiquement pas changé en vingt ans : à peine plus de 4 % des Américains de plus de 17 ans sont soit végétariens, soit végétaliens. Vingt-cinq millions de personnes (8 % de la population américaine) se sont essayées au régime sans viande, mais plus de 80 % l'ont abandonné. Les Américains souffrent de « schizophrénie culturelle », estime le professeur Herzog. « Ils sont sensibles aux questions morales posées par les élevages industriels, le foie gras, les animaux de cirque... En même temps, ils restent opposés à l'interdiction de la chasse et même de l'utilisation de cobayes pour la recherche. »

Hal Herzog est l'auteur de *Some We Love, Some We Hate and Some We Eat* (« ceux qu'on aime, ceux qu'on déteste et ceux qu'on mange », Harper, 2010). Il collectionne les manifestations de l'incohérence des rapports de l'homme à l'animal. Les chiots sont considérés comme « un membre de la famille aux Etats-Unis » et comme « de la viande de lunch » en Corée, écrit-il. Vérité ici, erreur au-delà. En Europe, on mange du lapin, une idée qui fait frémir aux Etats-Unis, où il est animal de compagnie – Pâques n'est pas symbolisé par une poule mais par un « Easter Bunny ». La chaîne bio Whole Foods, qui a essayé d'introduire la viande de lapin issue de fermes artisanales, a dû faire face à des boycottages divers.

Pour son livre, Hal Herzog a suivi des combats de coqs, interdits depuis 2008 dans les 50 Etats du pays, mais qui continuent sous le manteau dans l'Amérique profonde : il a trouvé des animaux bichonnés, adulés, infiniment mieux traités que leurs congénères ligotés en toute légalité dans les mouroirs à poulets. Que faut-il interdire en priorité ? s'interroge-t-il. ■

CORINE LESNES  
(SAN FRANCISCO, CORRESPONDANTE)



grave, et pourquoi tuer un animal ne le serait pas ? Je n'arrive pas à comprendre ce qui motive cet argument, et je le comprends d'autant moins que les animaux d'élevage, y compris en élevage bio, sont tués très jeunes. Qu'est-ce que cela signifie d'offrir à des bêtes de bonnes conditions de vie dans lesquelles elles peuvent s'épanouir, puis de les tuer en pleine jeunesse ? Vinciane Despret, philosophe à l'université de Liège (Belgique), n'explique pas cette contradiction manifeste. Mais elle rappelle que « l'acte de manger est un acte qui requiert de la pensée », et que la mise en œuvre de cette pensée a été précisément supprimée par notre alimentation moderne. Ce qui a permis que soit instaurée, « sans plus de révolte, la folie furieuse que constitue l'élevage industriel ».

« Au fur et à mesure des années, ce qui constituait un animal d'élevage vivant a

progressivement disparu de tout état de visibilité », souligne-t-elle. La plupart des gens ne mangent plus que sa chair – la queue, une fois dans l'assiette, évoque de moins en moins la bête dont elle vient. Le comble est atteint avec le hamburger : à Chicago, une étude a montré que 50 % des enfants des classes moyennes ne faisaient pas le lien avec un animal. « La conséquence de cette logique, qui est en connivence avec l'élevage industriel, c'est que l'acte de manger est devenu totalement irresponsable : c'est un acte qui ne se pense pas », conclut Vinciane Despret.

Penser plus, donc, pour enrayer cette tuerie et ces souffrances de masse ? Et manger moins de viande, bien sûr. Mais encore ? Fermer les élevages industriels ? A moins de se payer de mots, il n'y a guère d'autre solution. Mais il s'agirait d'une solution ultraradicale. Supprimer la production intensive et favoriser l'éle-



# ALTER MONDES

— NOUS LIRE, C'EST DÉJÀ AGIR

AUTOMNE-HIVER 2014

HORS-SÉRIE <sup>18</sup>



ACCÈS À  
LA TERRE

## LES PAYSANS ONT-ILS ENCORE DES DROITS ?

- ÊTRE PAYSAN AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE
- UN MODÈLE AGRICOLE EN PLEINE CRISE
- TOUR DU MONDE DES ALTERNATIVES

M 06534 - 1H - F - 5.90 € - RD





*Afin de préfigurer à quoi pourrait ressembler la France rurale dans quelques années, Alexa Brunet et Patrick Herman ont réalisé un reportage d'anticipation sur les ruptures profondes qui affectent la paysannerie française. Des mises en scène qui dénoncent avec beaucoup de sérieux et une pointe d'ironie l'industrialisation de l'agriculture.*

TEXTE: PATRICK HERMAN — PHOTOS: ALEXA BRUNET

## DYSTOPIA

**Dystopia est un pays imaginaire situé sur le territoire français. Imaginaire, mais qui plonge ses racines dans la réalité du système économique et sociétal d'aujourd'hui** qui tend à faire de l'agriculture une industrie comme une autre. Le récit utopique des années 1950-1960 sur les bienfaits de l'agriculture dite « moderne » a fait long feu. Chaque jour, nous pouvons constater les atteintes à la santé publique et à l'environnement que cette agriculture porte en elle. Tel est le point de départ de ce travail journalistique incarné par une série de photographies scénographiées et accompagnées de textes documentés. Une enquête qui dénonce en filigrane la responsabilité d'un système dans lequel, pour certains, la rentabilité prend le pas sur le devenir de notre territoire commun.

*« Le chambardement de la France paysanne est, à mes yeux, le spectacle qui l'emporte sur tous les autres, dans la France d'hier et, plus encore, d'aujourd'hui. »* Ces

mots de l'historien Fernand Braudel, publiés en 1986 dans *L'Identité de la France*, restent plus que jamais d'actualité.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une lame de fond balaie les campagnes françaises : il faut nourrir une population épuisée et faire entrer le « progrès » dans un monde paysan jugé archaïque, voire arriéré. Progrès technique et progrès social semblent alors marcher de pair dans l'effervescence d'une « modernisation » menée au pas de charge. L'utopie se décline sous forme d'impératifs qui ne souffrent aucune discussion : de grandes unités produisent plus à surface égale que

de petites et moyennes fermes, la production ne peut augmenter qu'avec l'élimination de nombreux paysans, les exportations permettent de nourrir la planète.

Un demi-siècle plus tard, le constat est amer : depuis les années 1970, 60 % des agriculteurs ont disparu et, parmi les survivants, le suicide a un taux de prévalence de 20 % supérieur à la moyenne nationale, l'érosion des sols s'aggrave sans cesse avec la perte de la matière organique indispensable à la vie, des centaines de races animales ont disparu, les pesticides se retrouvent dans nos assiettes, et les algues vertes, sur les côtes, le modèle agroalimentaire breton est en faillite, tandis que la faim gagne du terrain dans le monde. Derrière la modernisation, se dissimulait une industrialisation encouragée par l'État, l'utopie des années 1960 est devenue « dystopie ». Ce retournement, *Dystopia* le raconte par les mots et par les images : 2030, c'est déjà demain! ●



### APPAUVRISSMENT DE LA BIODIVERSITÉ

Les messicoles, plantes associées aux moissons, vivent avec les céréales depuis dix mille ans et ont accompagné les migrations de populations à partir du sud du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. Depuis le début des années 1970, elles ont reculé en France de 30 à 70 % et la majorité des espèces est en voie de raréfaction, beaucoup sont

même en voie d'extinction. Sécurisant l'alimentation des insectes pollinisateurs – dont les abeilles – et offrant refuge aux insectes auxiliaires contre les ravageurs des cultures, elles sont victimes notamment des pratiques de l'agriculture industrielle : utilisation intensive d'herbicides et développement des cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM).



### PESTICIDES

A la guerre comme à la guerre! Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les fabricants des armes chimiques utilisés pendant la Première Guerre mondiale ont trouvé un nouveau débouché en les transformant en pesticides pour l'agriculture. Avec 62 700 tonnes de substances actives vendues, la France était en 2011 en tête des utilisateurs en Europe. La vigne, avec ses 783 000 hectares qui occupent seulement 3,7 % de la surface agricole utile, en a consommé 20 % la même année. Une enquête a mis en évidence à la fois la contamination des saloirs travaillant en viticulture et celle des riverains habitant à proximité des vignes, avec trois résidus identifiés en moyenne chez ces derniers. Une étude récente révèle que les effets toxiques des pesticides sur les cellules humaines sont des centaines de fois plus importants que ceux causés par la seule matière active du produit en raison de la non-prise en compte des adjuvants utilisés. En mai 2014, l'épandage de pesticides a provoqué l'intoxication de 23 dîves et de leur institutrice dans le nord de la Gironde. Le 6 mai dernier, le Conseil d'État a suspendu les autorisations d'épandage aérien en France, mais un arrêté soumis à consultation prévoit de nouvelles dérogations. Opposé à toute réglementation, la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) a manifesté pour pouvoir continuer à « travailler ».



### OGM

La recherche fondamentale ne chôme jamais : le lapin transgénique fluoresce et mis au point par l'Iraça s'appelait Alba. On ne connaît pas le nom du poisson transgénique, également fluorescent, apparu aux États-Unis en 2004. Le Canada n'a pas manqué de prendre part à la course, menée par une poignée de grandes compagnies aidées par la recherche publique, avec ses saumons et ses porcs transgéniques dès 2000. Les plantes OGM dites « à pesticides », qu'il s'agisse des produits ou qu'il s'agisse des tolérants, sont aussi depuis longtemps l'objet de toutes les attentions. Avec le blé, le riz, le concombre, la tomate, le prunier, la vigne, etc., l'enjeu est de taille : breveter la base de l'alimentation.





### CENTRALE SOLAIRE

La loi de modernisation pour l'agriculture du 27 juillet 2010 a institué des commissions départementales de consommation des espaces agricoles dont le rôle est de donner un avis sur l'affectation des terres agricoles, entre autres, par les projets de centrales photovoltaïques implantées au sol qui se multiplient. Ces projets touchent des terres agricoles, comme en Dordogne sur une zone classée d'habitat, ou des zones forestières, comme dans les Landes ou Gironde où ils pourraient affecter près de 10 000 hectares. Un plan d'aménagement prioritairement des équipements sur des surfaces déjà artificialisées n'a pas été retenu pour l'instant. En revanche, les industries requérant prioritairement des espaces plats et dégagés à proximité immédiate des lignes à haute tension.



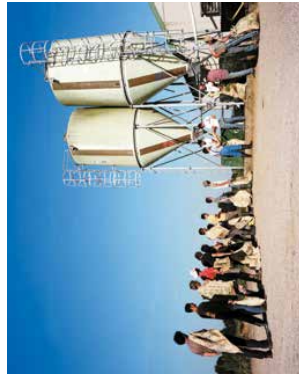
### ESCLAVES MODERNES

« *Droque étire des producteurs méditerranéens* » : il y a trente ans déjà, c'est ainsi que Jean-Pierre Berleau, ancien directeur de recherche à l'Ira, qualifiait le recours systématique à l'emploi de saisonniers étrangers dans la production de fruits et légumes du sud de la France. Logés de manière précaire, voire indignes, sous-payés, surrexploités, exposés aux produits chimiques, cette main d'œuvre d'origine essentiellement maghrébine, est restée, pendant des décennies, à la merci de l'employeur par le renouvellement de son contrat. Elle est désormais remplacée par des saisonniers latino-américains, mais leur état de servitude n'a pas changé.



### RESSOURCES EN EAU ET POLLUTION DE L'EAU

En France, 15 % des prélèvements en eau sont à usage agricole, mais l'agriculture irriguée consomme 48 % du volume d'eau utilisé en période ordinaire et 79 % en période estivale. Entre 1970 et 2000, la surface irriguée a été multipliée par trois, pour atteindre près de deux millions d'hectares. Le maïs, grain et semence, qui s'est fortement développé en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes en raison de l'orientation de la politique agricole, représente 50 % de cette surface. Durant les années sèches, les volumes utilisés peuvent atteindre jusqu'à 95 % de la consommation globale sur certains bassins-versants, selon le rapport du Conseil d'État, *L'Eau et son droit* (2010).



### SEMENCES « REGISTERED »

Le 6 mai 2013, la Commission européenne a adopté trois nouveaux règlements sur les semences, la « santé des plantes » et les contrôles. Cette initiative, qui doit être soumise au Parlement européen et au Conseil de l'Europe, placerait toutes les semences sous le contrôle direct des titres de propriété de l'industrie. Agriculteurs et jardiniers professionnels seraient contraints de payer des droits d'enregistrement et des royalties aux groupes qui dominent le marché mondial si les résidents des graines issues de leur propre récolte. Il serait illégal de « cultiver, reproduire ou faire commerce » de toute semence qui n'aurait pas été « testée, approuvée et acceptée » par le Bureau de la communauté pour la diversité des plantes.



### ÉLEVAGE INDUSTRIEL

En septembre 2013, sur le Salon international des productions animales à Rennes, Jean-Marc Ayraud a annoncé des mesures pour faciliter l'agrandissement ou l'installation de porcheries. Le seul d'autorisation sera relevé de 450 à 2 000 places. Un régime d'enregistrement remplacera ainsi le régime actuel permettant d'éviter étude d'impact, enquête publique et avis des services de l'État. Les volumes de viande porcine produite ont augmenté en Bretagne de plus de 10 % entre 2000 et 2011. La course à l'exportation et au transfert de technologies et de bâtiments, en particulier vers la Chine, pourra-t-elle se faire autrement qu'avec l'entassement accru d'animaux considérés comme des machines à produire et à profit pour les gros acteurs de la filière ?





#### DISPARITION DES TERRES AGRICOLES

Infrastructures routières, ferroviaires ou aéroporétaires, zones commerciales, projets de golfs ou de centres d'entraînement sportif, centres d'enfouissement de déchets, étalement urbain, plates-formes logistiques pour le transport international... Chaque année, plus de 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent en France, soit l'équivalent d'un département tous les sept ans. En région PACA, la surface agricole productive a diminué de 20 % entre 1970 et 2000. On y comptait 490 000 résidences secondaires en 2009 contre 139 000 en 1968. Selon une étude de l'Insee PACA, au rythme actuel de l'artificialisation des terres, le département des Alpes-Maritimes n'aura plus de surface agricole d'ici une dizaine d'années, et celui des Bouches-du-Rhône, d'ici vingt-cinq ans.

#### À LIRE

*Dystopia*, photographies d'Alexa Brunet et textes de Patrick Horman, éd. Le Bec en l'Air, 28 euros, 80 pages, Parution en janvier 2015.



Retrouvez Alexa Brunet en interview sur [www.fishymagazine.fr/](http://www.fishymagazine.fr/) Rubrique « C'est dans le mag! »





le portfolio

## Agriculture : une ultra moderne servitude

Dans le projet « Dystopia », constructions imaginaires et scènes incongrues font sourire ou tiquer l'œil. Mais derrière se cache un message inquiet : les paysans ne sont plus maîtres de leur destin.

Photos : ALEXA BRUNET / Texte : PATRICK HERMAN



## Fin de la Deuxième Guerre mondiale.

La France est dévastée. Il faut nourrir sa population. L'usage des engrais azotés de synthèse, mis au point à la veille de la Première Guerre mondiale pour fabriquer des explosifs, se généralise. Le système agraire de polyculture/élevage est jugé obsolète, et l'industrie chimique lourde assure désormais la fertilité des sols à la place du bétail.

Avec le plan Marshall, les machines motorisées, déjà utilisées aux États-Unis, débarquent en Europe. Pour augmenter la superficie des parcelles, les terres sont remembrées, et on voit disparaître les zones tampons (zones humides, talus, haies). Les régions agricoles françaises se spécialisent une à une afin de simplifier les approvisionnements pour une industrie agroalimentaire en pleine expansion, tandis que s'éteignent nombre de bassins de production historiques. Une loi d'orientation agricole

– la « loi Pisani » – réduit drastiquement le nombre d'exploitations en accélérant la disparition de celles jugées moins productives, un processus de concentration qui se poursuit encore aujourd'hui. Dans l'élevage, les surfaces en prairie disparaissent au profit du maïs fourrage, subventionné par une Politique agricole commune (PAC) instaurée par le traité de Rome en 1957.

Mais le mirage vert touche ses limites. La simplification des itinéraires techniques et des assolements conduit peu à peu à une augmentation de la pression parasitaire sur les cultures et à un recours accru aux pesticides. Les agriculteurs, sans en prendre pleinement conscience, viennent de perdre en à peine un demi-siècle l'autonomie qui était la leur depuis des millénaires.

L'industrialisation de l'agriculture a certes permis une explosion de la production agricole. Mais à quel prix ! La disparition accélérée des terres agricoles et des paysans, la dégradation constante de la qualité des eaux, l'appauvrissement général de la biodiversité, l'utilisation massive des pesticides, les conditions et conséquences de la production industrielle de viande, l'érosion et l'appauvrissement des sols, la modification génétique des organismes légèment une facture gigantesque aux jeunes générations. Pour l'ingénieur agronome

Marcel Mazoyer et la chercheuse Laurence Roudart, coauteurs d'une *Histoire des agricultures du monde* (Seuil, 2002), « toute politique agricole s'inscrit d'abord et avant tout dans un choix ». Celui des gouvernements successifs de la France montre, selon eux, « trop de méconnaissance et de mépris du passé, trop de hâte et de présomption novatrice, trop de productivisme purement quantitatif, trop peu de précautions humaines, écologiques et qualitatives ». Le projet *Dystopia*, coréalisé par Alexa Brunet (photos) et Patrick Herman (textes), en partie présenté dans les pages qui suivent, ne dit pas autre chose. —



### LA BIODIVERSITÉ SOUS CLOCHE

Les mammifères vivent avec les céréales depuis dix mille ans. Depuis le début des années 1970, elles ont reculé en France de 30 % à 70 %. La majorité des espèces (coquelicots, bleuets) sont en voie de raréfaction et beaucoup en voie d'extinction à cause de l'agriculture industrielle. Pourtant, elles sécurisent l'alimentation des insectes pollinisateurs, dont les abeilles, et offrent refuge aux insectes auxiliaires (sympies, coccinelles...) contre les ravageurs.

### LES PESTICIDES, ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE (Double page précédente)

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrie a créé des armes chimiques qui ont fait des ravages pendant la Première Guerre mondiale. Des composés qui ont trouvé de nouveaux débouchés en tant que pesticides, dans l'agriculture. Avec plus de 60 000 tonnes de substances actives vendues en 2011, la France est le troisième consommateur au monde. En 2006, une étude (1) réalisée sur neuf pesticides formulés a révélé que les effets toxiques sur les cellules humaines sont des centaines de fois plus importants que ceux causés par la seule matière active du produit, en raison de la non-prise en compte des adjuvants utilisés.

(1) A l'ère K : [www.biol.org/2006](http://www.biol.org/2006)





#### A LA RECHERCHE DES TERRES AGRICOLES PERDUES

Chaque année, plus de 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent en France, soit l'équivalent d'un département tous les sept ans. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la surface agricole productive a diminué de 20% entre 1970 et 2000. On y comptait 490 000 résidences secondaires en 2009 contre 139 000 en 1968. Selon une étude de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) (1), au rythme actuel de l'artificialisation des terres, le département des Alpes-Maritimes n'aura plus de surface agricole d'ici à une dizaine d'années et celui des Bouches-du-Rhône d'ici à vingt-cinq ans.

(1) A lire ici : [www.btlv.fr/2014/06/](http://www.btlv.fr/2014/06/)



#### LES SEMENCES À L'ENREGISTREMENT

Aux Etats-Unis, les firmes de biotechnologies - rebaptisées « sciences de la vie » - pourchassent ce qu'elles appellent une « *piraterie des semences* ». L'agriculteur qui a conservé des semences de la récolte précédente, ou dont la culture a été contaminée par le pollen transgénique d'un voisin, ou encore dont des graines restées au sol ont germé, se voit poursuivi après enquête par une sorte de « police des gènes ». Il ne reste plus à l'agriculteur qu'à racheter les semences chaque année.





#### LES SAISONNIERS EN CABANES

Le 15 janvier 2014, le Sénat a considéré le lieu de résidence comme un nouveau critère permettant de juger de la discrimination. Le lieu d'habitation devient ainsi le vingtième critère de discrimination de la législation française, après le nom, le sexe, l'origine, l'âge, le handicap, etc. Inscrite dans le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, cette disposition pourra-t-elle s'appliquer aux serres délabrées, caravanes pourries et gourbis où sont trop souvent relégués les ouvriers agricoles saisonniers étrangers ? En 2005, on estimait à 2 millions le nombre de saisonniers en France.



#### LES PAYSANS LA CORDE AU COU

Les agriculteurs « modernisés » empruntent souvent le même chemin définitif. Soumis à la baisse constante des prix agricoles dans de nombreux secteurs, poussés à s'endetter pour être performants, ils sont plusieurs centaines à se donner la mort chaque année en France. Dans un rapport publié en septembre 2013 (1), l'Institut national de veille sanitaire évaluait à 20 % l'excès de mortalité par suicide chez les agriculteurs par rapport à la population française en général, surtout dans le secteur de l'élevage bovin (viande et lait). Un phénomène sans doute sous-estimé...

(1) A lire ici : [www.invs.sva.fr](http://www.invs.sva.fr)





**MANGER OU CONDUIRE, IL FAUDRA CHOISIR**

Nourrir les populations ou alimenter les machines ? Telle est la question, impensable il y a encore quelques années, que pose désormais l'orientation prise par une partie de la production agricole. Et a blâser financièrement la filière des oléoprotéagineux (colza, tournesol, soja). Soifrotol est leader dans la production d'agrocarburants en France. Son chiffre d'affaires s'élevait à 7 milliards d'euros en 2013, dont 2,4 milliards pour les seuls agrocarburants.



**UNE INDUSTRIE DE COCHONS**

En septembre 2013, Jean-Marc Ayraud, alors Premier ministre, a annoncé au salon international de la production animale, Space, à Rennes, des mesures pour faciliter l'agrandissement ou l'installation de porcheries. Le seuil d'autorisation sera relevé de 450 à 2 000 places et un régime d'enregistrement remplacera le régime actuel. Exit, donc, les études d'impact, les enquêtes publiques et les avis des services de l'Etat ! Les animaux, considérés comme des machines à produire, vont pouvoir continuer à s'entasser dans les porcheries industrielles.



## PHOTOGRAPHIES | Livre

### Cochons

En septembre 2013, Jean-Marc Ayrault a annoncé au Salon international des productions animales (Space), à Rennes, des mesures pour faciliter l'agrandissement ou l'installation de porcheries. Le seuil d'autorisation sera relevé de 450 à 2000 places, ce qui permettra d'éviter étude d'impact, enquête publique et avis des services de l'Etat. Les volumes de viande porcine produite en Bretagne ont augmenté de plus de 10% entre 2000 et 2011. La course à l'exportation pourra-t-elle se faire autrement qu'avec l'entassement accru d'animaux considérés comme des machines à produire, et à profits pour les gros acteurs de la filière ?

### Souveraineté alimentaire (nature morte)

Dans ses propositions budgétaires pour 2014-2020, la Commission européenne soulignait, le 29 juin 2011, la nécessité que "le secteur agricole se prépare à une concurrence mondiale accrue et à une volatilité des prix à la fois des produits et des intrants". Vis-à-vis des pays dits "en développement", l'Union européenne est fortement importatrice, même si elle y envoie 45% de ses exportations alimentaires, grâce à une politique de dumping camouflée par des aides directes intérieures qui bénéficient aussi aux produits exportés. Sans réduction de son déficit alimentaire, les pays "en développement" continueront à mobiliser, pour l'exportation, des surfaces indispensables pour nourrir leurs populations.



# Dystopia, main basse sur l'agriculture

Composé de trente photographies d'Alexa Brunet, accompagnées de textes de Patrick Herman, le livre *Dystopia* propose une approche anticipative originale de ce qui a bouleversé le milieu agricole français. Par le jeu de mises en scène et avec un humour distancié, les auteurs cherchent à montrer ce qui nous attend si rien ne change.





### Centrale solaire

La loi de modernisation pour l'agriculture du 27 juillet 2010 a institué des commissions qui donnent un avis sur l'artificialisation des terres. Les projets de centrales photovoltaïques implantées au sol se multiplient actuellement. Ils touchent des terres agricoles, comme en Dordogne sur une quarantaine d'hectares, ou des zones forestières, comme les Landes ou la Gironde, avec près de 10 000 hectares concernés. Les surfaces déjà artificialisées (parkings, grandes surfaces, etc.) n'ont pas été retenues pour l'instant. Cette production locale d'électricité ne vise pas l'autonomie énergétique des populations : elle est destinée à alimenter le réseau national. Avec un bilan carbone sujet à caution, cette fuite en avant technologique évite de poser la question de la sobriété énergétique.



### Subventions PAC

Le budget de la Politique agricole commune (PAC) a fait l'objet de dures renégociations pour la période 2014/2020. Le compromis trouvé ne modifie qu'à la marge une répartition des aides profondément injuste : 78 % des subventions à 22 % des entrepreneurs agricoles et 22 % des subventions à 78 % des agriculteurs, sans compter ceux qui ne touchent rien, comme la plupart des producteurs de fruits et légumes. En 2005, la société anonyme Fermes françaises, productrice de riz en Camargue, a reçu un chèque de 872 108 euros. Les aides représentaient 89 % du revenu agricole pour la période 2003/2007. Les ménages paient ainsi une deuxième fois pour leur alimentation.

**C**haque année, les performances de l'agriculture industrialisée sont célébrées au Salon de l'agriculture à Paris. Le récit qui nous est proposé est bien rodé : de grandes unités produisent plus, à surface égale, que de petites et moyennes fermes, les exportations permettent de nourrir la planète...

*Dystopia* propose un contre-récit associant deux écritures parallèles : les mots sont un miroir de la réalité, les images sont de l'ordre de la prédiction.

La modernisation de l'agriculture masquait une industrialisation dont nous commençons à mesurer le prix dans les domaines de l'emploi, de l'environnement et de la santé publique.



### Dystopia

Alexa Brunet, Patrick Herman

Le bec en l'air, 80 pp., couleur, 2015, 28 €

Les lecteurs de *Silence* peuvent pré-acheter le livre au tarif préférentiel de 25 € (frais d'envoi offerts) jusqu'au 15 décembre 2014.

Afin de soutenir la publication de ce livre, envoyez votre chèque et vos coordonnées pour recevoir le livre en février 2015, à :

Le bec en l'air, 41, rue Jobin, Friche de la Belle de mai, 13003 Marseille.

Infos : [contact@becair.com](mailto:contact@becair.com).



# Campagnes solidaires

Mensuel de la Confédération paysanne

N° 297 Juillet-août 2014 – 5,50 € – ISSN 945863



Dystopia

## Une contre-utopie agricole

### 1 000 vaches Procès à l'automne



## Hold-up industriel sur l'agriculture

Selon l'actuel ministre de l'Agriculture, il faut préserver la diversité de l'agriculture française, avec d'un côté l'agro-écologie et de l'autre l'exportation sur le marché mondial.

À l'entendre, la cohabitation entre une agriculture paysanne respectant les sols, les écosystèmes, la qualité des produits et la santé de ceux et celles qui les consomment et l'agro-industrie est possible et souhaitable.

Peut-être faut-il lui recommander de réviser ses connaissances en matière d'histoire récente de l'agriculture française. L'idée que la « modernisation » de la fin des années cinquante est venue sortir le monde paysan de son arriération n'a les apparences de l'évidence que pour ceux qui se contentent d'une réécriture de l'histoire. Elle passe sous silence les ruptures radicales intervenues avec l'irruption de la motorisation et de la mécanisation, l'utilisation de la technologie et de la chimie, et la mainmise du business sur les productions végétales et animales.

La production industrielle de viande, qu'il ne faut pas confondre avec l'élevage, est un exemple de cette supercherie. Pour la zoo-technie, fondée sur la foi dans la science comme moteur du progrès technique, social et humain, les animaux domestiques

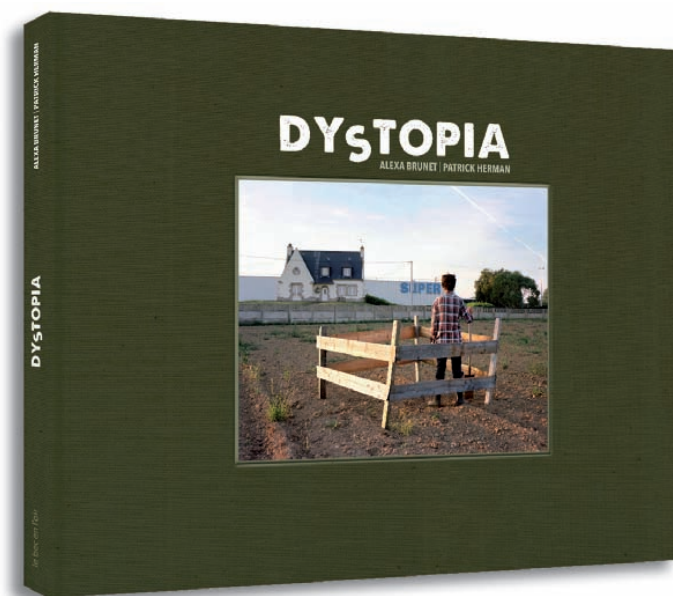
ne sont que des machines à produire. La relation de travail avec les animaux, faite de dix mille ans d'histoire commune, est ainsi reléguée au rang d'« un rapport néolithique à la nature et aux animaux »<sup>(1)</sup>. Le scandale de la ferme des 1000 vaches n'est que le terme de ce long processus d'industrialisation. Car tel est le vrai nom d'une « modernisation » qui éliminerait les élevages de petite et moyenne taille.

De même que les cultures OGM ne sont pas compatibles avec d'autres choix de production, l'agriculture industrielle ne voisinerait pas avec l'agriculture paysanne : elle finira de l'achever, dans un contexte général de disparition des terres agricoles, qu'on pense à Notre-Dame-des-Landes !

L'utopie industrielle s'est retournée en dystopie. Cet avenir qu'on nous prépare et auquel beaucoup résistent, Dystopia l'a mis en images. N'est pas « moderne » qui l'on croit, et « archaïque » qui l'on montre du doigt.

**Patrick Herman**

(1) Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions La découverte, 2011



### Vers le livre

Une dystopie – ou contre-utopie – est un récit de fiction peignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'elle empêche ses membres d'atteindre le bonheur et contre l'avènement de laquelle l'auteur entend mettre en garde le lecteur.

La dystopie s'oppose à l'utopie : au lieu de présenter un monde parfait, la dystopie en propose un des pires qui soient.

Pour le journaliste et paysan aveyronnais Patrick Herman et la photographe Alexa Brunet<sup>(1)</sup> : « Derrière la "modernisation" de l'agriculture se dissimulait une industrialisation encouragée par l'État, l'utopie des années 1960 est devenue dystopie. Ce retournement, Dystopia le raconte par les mots et par les images : 2030 c'est déjà demain. »

Ce beau travail combinant enquête journalistique et photographies d'anticipation déca-

lées fait appel au préfinancement pour sa publication d'ici le début de l'année 2015 par les éditions Le bec en l'air<sup>(2)</sup> (format 28x22, 80 pages).

Prix spécial pour les lecteurs de *Campagnes Solidaires* : 25 euros, frais de port offerts, au lieu de 28 euros prix public : [contact@becair.com](mailto:contact@becair.com)

(1) [www.alexabrunet.com](http://www.alexabrunet.com)

(2) [www.becair.com](http://www.becair.com)

## Alerte rouge pour les terres agricoles

Infrastructures routières (contournement d'Avignon par la liaison Est-Ouest), ferroviaires (lignes TGV), ou aéroportuaires (projet de Notre-Dame-des-Landes), zones commerciales (projets menés par le groupe Unibail-Rodamco avec « Val Tolosa » près de Toulouse, par la société Immochan avec « Europa City » entre Paris et Roissy, « Oxylane » près d'Orléans, ainsi qu'à Mont St Aignan près de Rouen et à Cavailon), projets de golfs ou de centres d'entraînement sportif, centre d'enfouissement de déchets dans le Velay sur la zone AOC de la production de lentille, étalement urbain, plates-formes logistiques pour le transport international (Saint-Martin-de-Crau, Clermont-l'Hérault)... chaque année plus de 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent en France, soit l'équivalent d'un département tous les sept ans.

En région Provence Côte d'Azur, la surface agricole productive a diminué de 20 % entre 1970 et 2000. On y comptait 490 000 résidences secondaires en 2009 contre 139 000 en 1968. Selon une étude de l'INSEE Paca, au rythme actuel de l'artificialisation des terres, le département des Alpes-Maritimes n'aura plus de surface agricole d'ici une dizaine d'années et celui des Bouches-du-Rhône d'ici 25 ans.



## Irrigation : toujours plus ?

En France, 15 % des prélèvements en eau sont à usage agricole, mais l'agriculture irriguée consomme 48 % du volume d'eau utilisé en période ordinaire et 79 % en période estivale. Entre 1970 et 2000, la surface irriguée a été multipliée par trois, pour atteindre près de deux millions d'hectares. Le maïs grain et semencier, qui s'est fortement développé en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charente en raison de l'orientation de la politique agricole, représente 50 % de cette surface. Durant les années sèches, les volumes utilisés peuvent atteindre jusqu'à 95 % de la consommation globale sur certains bassins versants. Dans le bassin Seine-Normandie, nitrates et pesticides contaminent 40 % des captages en eau potable. Depuis 1999, 332 captages ont été abandonnés pour cette raison. La plupart des forages dans les nappes phréatiques sont soumis à un simple régime de déclaration, le taux de non-déclaration est très élevé et les contrôles particulièrement faibles. Un accès insuffisant à l'eau potable est un des éléments de caractérisation de « l'habitat insalubre ».



## Saisonniers : le salaire de la peur

« Drogue dure des producteurs méditerranéens », il y a trente ans déjà, Jean-Pierre Berlan qualifiait ainsi le recours systématique à l'emploi de saisonniers étrangers dans la production de fruits et légumes du sud de la France. Logée de manière précaire voire indigne, sous-payée surexploitée, expo-

marocains et tunisiens mais leur état de servitude n'a pas changé : envoyés en France par des entreprises de travail temporaire (ETT) basées le plus souvent en Espagne, ils peuvent être mis à la porte du jour au lendemain s'ils ne sont pas assez productifs et dociles. La cage ne s'est pas ouverte.



## Couleur vert poison

À la guerre comme à la guerre ! Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les armes chimiques utilisées pendant la Première Guerre mondiale ont assuré aux industriels un nouveau débouché avec l'utilisation des pesticides en agriculture. Avec 62 700 tonnes de substances actives vendues, la France était en 2011 en tête des utilisateurs en Europe. La vigne, avec ses 783 000 hectares, en a consommé la même année 20 % pour seulement 3,7 % de la surface agricole utile. L'enquête APACHE<sup>(1)</sup> a mis en évidence à la fois la contamination des salariés travaillant en viticulture et celle des riverains habitant à proximité des vignes avec trois résidus identifiés en moyenne chez ces derniers. Interdits en France en 2009, les épandages aériens de pesticides se sont poursuivis grâce à des dérégulations préfectorales jusqu'à ce que le Conseil d'État les suspende le 6 mai dernier. Une étude récente<sup>(2)</sup> sur neuf pesticides formulés révèle que les effets toxiques sur les cellules humaines sont des centaines de fois plus importants que ceux causés par la seule matière active du produit en raison de la non-prise en compte des adjuvants utilisés.

(1) Analyse de pesticides agricoles dans les cheveux (*Générations futures*, fév. 2013)  
(2) Major pesticides are more toxic to human cells than their declared active principles. Mesnage R, Defarge N, Spioux de Vendôme J, Séralin G.E. *BioMed Research International*, 2014. (in press).  
[www.hindawi.com/journals/bmir/2014/179651](http://www.hindawi.com/journals/bmir/2014/179651)





## Quand l'industrie tue l'élevage

Dans le système industriel de production de viande de porc, la mise à mort des animaux qui ne correspondent plus aux standards de production ou aux normes des abattoirs fait désormais partie intégrante du travail quotidien. Une truie « produite » près de 100 kg de cadavres par an et le troupeau français 131 200 tonnes. Ce sont les animaux appelés « mal-à-pied » : c'est-à-dire boiteux, que les abattoirs n'acceptent plus, et les porcelets trop chétifs ou qui ne grandissent pas assez vite. Le « matador » qui perce la boîte crânienne et le caisson étanche qui gaze au dioxyde de carbone ont remplacé l'assommage à la masse pour les porcelets. Pour les gros gabarits, l'électrocution est le plus souvent pratiquée. Deux électrodes sont placées au niveau des yeux de l'animal, puis au niveau de son cœur dont « l'opérateur », éleveur ou salarié, a estimé la valeur économique insuffisante. Souffrance de l'animal traité comme une machine qu'il faut arrêter, souffrance du salarié déjà confronté à la violence de sa vie au travail... « Un monde qu'on pourrait dire désanimalisé. Et donc déshumanisé. »<sup>(1)</sup>

(1) Alain Callé, *In Vivo avec les animaux, préface* (cf. p. 1)



## Mille tourments pour la vache

Les animaux considérés comme des machines, dont les rouages seraient leurs organes ? En un demi-siècle, le système industriel de production de viande a envahi les campagnes françaises. Sans dissimuler ses conceptions ni masquer ses objectifs. « Le bovin, cet animal pourtant bien vivant, n'est en fait qu'un appareil de mesure, une chaîne de fabrication. À l'entrée, on pèse la nourriture ingérée et à l'autre extrémité de la chaîne, on pèse aussi les sorties. Dans cette usine vivante, on fait des prélèvements à tous les stades de fabrication grâce à des fistules. Ainsi pourra-t-on forcer et même accélérer la capacité des bœufs à produire de la viande ». C'était dans les années 1960 et l'Inra traçait la voie royale du progrès pour le monde agricole en général et les éleveurs en particulier. En septembre 2013, Jean-Marc Ayrault a annoncé au Salon Space à Rennes des mesures pour faciliter l'agrandissement ou l'installation de porcheries. Le seuil d'autorisation sera relevé de 450 à 2000 places. Un régime d'enregistrement remplacera ainsi le régime actuel permettant d'éviter étude d'impact, enquête publique et avis des services de l'État. Les volumes de viande porcine produite ont augmenté en Bretagne de plus de 10% entre 2000 et 2011. La course à l'exportation ainsi qu'au transfert de technologies et de bâtiments, en particulier vers la Chine, pourra-t-elle se faire autrement qu'avec l'entassement accru d'animaux considérés comme des machines à produire et à profits pour les gros acteurs de la filière ?



## Genèse de la faim moderne

Dans ses propositions budgétaires pour 2014-2020, la Commission européenne soulignait, le 29 juin 2011 qu'il fallait que « le secteur agricole se prépare à une concurrence mondiale accrue et à une volatilité des prix à la fois des produits et des intrants ». Vis-à-vis des pays dits « en développement » (PED), l'Union européenne est fortement importatrice, même si elle y envoie 45 % de ses exportations alimentaires grâce à une politique de dumping camouflées par des aides directes intérieures qui bénéficient aussi aux produits exportés. Sans réduction de son déficit alimentaire, les pays « en développement » continueront à mobiliser pour l'exportation des surfaces agricoles de plus en plus indispensables pour nourrir leurs populations. « L'UE doit cesser d'importer les produits alimentaires qu'elle peut produire, même si le rapport des prix favorise les importations mais au détriment des emplois et de l'environnement, du fait des

transports internationaux et internes impliqués. Ainsi sur les 38 milliards d'euros d'importations alimentaires nettes moyennes de l'UE des PED de 2006 à 2009, seuls 9,1 milliards devaient continuer à être importés : café, cacao, thé, épices, bananes et dattes. Mais il n'est pas souhaitable de continuer à importer des PED pour 12,6 milliards en moyenne d'oléagineux, aliments du bétail et corps gras (hors huile d'olive), sans parler des fruits et légumes tempérés, des céréales, sucre, viandes et poissons. Cela implique que l'on accepte de modifier peu à peu notre régime alimentaire pour ne consommer ce que l'on peut produire, ou du moins en frappant les importations alimentaires de luxe de lourds droits de douane, et que l'on réduise la consommation de produits animaux, qui réduirait le besoin d'aliments du bétail. »<sup>(1)</sup>

(1) Jacques Berthelot, agronomiste, « Inflexion PAC 2014-20 vers la souveraineté alimentaire et garantir des revenus équitables aux agriculteurs », 24 août 2011, contact@solidarité.asso.fr

